

INEGALITES ET IDEAL DEMOCRATIQUE

Nous avons vu qu'il y a encore beaucoup d'inégalités dans la société moderne, ce qui pose la question de leur justification : au nom de quoi tolère-t-on des inégalités ? Pour comprendre ce problème, nous allons d'abord étudier ce qu'on appelle l'**idéal égalitaire**, c'est-à-dire la conception de l'égalité qui prévaut dans nos sociétés démocratiques, ce vers quoi on tend - sans forcément l'atteindre d'ailleurs.

Les sociétés démocratiques reposent, en effet, sur la possibilité de mobilité sociale et sur l'idée d'une certaine égalité.

Pourquoi, alors, les inégalités persistent-elles? Qu'est ce que la justice sociale? Quelle différence y a-t-il entre égalité et équité? En étudiant « **de la démocratie en Amérique** » de **Toqueville**, nous analyserons l'idéal démocratique, puis nous nous interrogerons sur la **justice sociale** et nous questionnerons le lien entre inégalités et efficacité économique, ainsi que sur le rôle de l'Etat en démocratie.

TOQUEVILLE ET L'IDEAL DEMOCRATIQUE

- **Alexis de Tocqueville** est un aristocrate français qui fit un voyage d'étude aux Etats Unis de 1831 à 1832. Il publie « **de la démocratie en Amérique** » où il étudie la démocratie à travers l'exemple américain. Il y démontre que la démocratie ne se résume pas au suffrage universel mais que c'est un véritable **état social avec de nouvelles valeurs** reposant sur l'idéal égalitaire donc l'**égalisation**

des conditions et les libertés. **Tocqueville** pose cet idéal comme vecteur du **changement social**.

- **Toqueville distingue plusieurs formes différentes d'égalité:**
 - **L'égalité sociale** signifie qu'il n'y a pas de différence héréditaire de conditions, et que toutes les occupations, toutes les dignités, tous les honneurs sont accessibles à tous. Elle nécessite les autres égalités pour être réalisée...
 - **L'égalité des droits**, c'est-à-dire l'égalité devant la loi. Elle consiste à garantir à chacun le même ensemble de droits. La Révolution Française a mis fin aux privilèges de la noblesse et à l'hérédité des positions. On passe d'une société d'ordres à une société démocratique dans laquelle tous les individus sont assurés de bénéficier des mêmes droits.
 - **L'égalité des chances**. Non seulement on donne à chacun le droit d'accéder à n'importe quelle position sociale ou à n'importe quel bien, mais en plus on garantit à tous les mêmes chances d'accès au départ.
- Il existe une autre forme d'égalité c'est **égalité réelle ou égalité de fait** qui peut aller jusqu'à l'égalitarisme (volonté d'égalité totale! Ex la Chine de Mao).

- Toqueville pointe les imperfections des démocraties:

- La « passion de l'égalité » peut mener au totalitarisme ex la Chine où sous Mao l'uniformisation a été totale.
- **Le combat entre liberté et égalité:** trop de liberté peut tuer l'égalité car elle peut défavoriser les plus faibles; trop d'égalité nuit aux libertés...
- **L'individualisme** se développe poussant l'individu à s'occuper plus de son bien être que de la vie politique (importance de l'abstention)
- **La dictature de la majorité;** la majorité même si elle a tort l'emportera.

EGALITE ET JUSTICE SOCIALE

Nous allons maintenant nous poser la question des relations entre l'égalité et la justice sociale: l'égalité est-elle toujours juste? Les inégalités sont-elles toujours injustes? En fait, la relation entre égalité et justice sociale est très complexe.

Qu'est ce que la **justice sociale**? Elle concerne la justice de la distribution des ressources entre les membres d'une société. Elle s'appuie donc sur un système de valeurs qui peut être différent d'une société à l'autre.

- Il existe plusieurs justices sociales

- **La justice commutative:** elle correspond au principe de réciprocité « à chacun selon son dû ». Elle permet des échanges justes dans les relations

commerciales mais aussi sociales: les prestations versées par la **Sécurité Sociale** correspondent aux cotisations perçues (l'allocation chômage d'un ouvrier sera inférieure à celle d'un cadre car sa cotisation a été inférieure. Il y a donc une inégalité mais elle est perçue comme juste).

- **La justice distributive:** vise au contraire l'égalisation des conditions. Une redistribution entre riches et pauvres est possible à travers **les impôts et la distribution d'allocations** en fonction du revenu (RSA, bourses d'étude, allocation salaire unique...). C'est le rôle de **l'Etat**. Elle est compatible avec une **discrimination positive** qui vise à réduire les discriminations injustes, contraire à l'égalité des chances, qui touchent les femmes, les races, l'origine sociale...

- Il existe plusieurs approches théorique de la justice sociale

- l'approche marxiste pour qui la justice sociale correspond à l'égalité de la satisfaction des besoins: « à chacun selon ses besoins » qu'ils opposent au système capitaliste qui correspond à: « à chacun selon ses revenus ».
- l'approche sociale-démocrate pour qui la justice sociale correspond à la satisfaction des besoins fondamentaux (santé, éducation...) de manière égalitaire, mais à laquelle s'ajoute la récompense

du mérite: la méritocratie.

→ L'approche de Rawls est originale.....

- L'approches de la justice sociale selon RAWLS

Dans « **Une théorie de de la justice** » en 1971 Rawls développe la théorie de la justice sociale comme « **équité** » et non pas égalité.

→ Pour lui, l'inégalité de la répartition des richesses est compatible avec la justice sociale...

→ Mais comment déterminer le degré acceptable d'inégalité? Pour cela il imagine un « **voile d'ignorance** » qui consisterait à demander à une personne qui ignorerait quel serait son statut social dans une nouvelle société, quel degré d'inégalité elle accepterait. Comme elle ignore si elle serait en haut ou en bas de l'échelle sociale, elle doit tenir compte de ces 2 possibilités avant de répondre.

→ **L'inégalité juste** ou **équité** repose sur des principes:

→ **un principe d'égalité:** droit égal à la liberté la plus étendue et égalité des chances.

→ **Un principe de différence:**

→ Les inégalités économiques et sociales doivent être organisées de manière à ce que les positions économiques et sociales soient ouvertes à tous.

→ cette inégalité doit permettre l'amélioration du sort des plus défavorisés

→ C'est sur ces principes que reposent les

discriminations positives.

LES INEGALITES: MOTEUR OU FREIN DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE

- Pour les ultra-libéraux comme HAYECK (prix Nobel en 1974), la justice sociale est un « mirage ». Et lutter contre les inégalités freine la croissance.

→ Pour lui le marché permet une **allocation optimale des ressources**. La « main invisible » permet à chacun de recevoir selon sa contribution à l'économie. Les inégalités sont justifiées parce qu'elles sont économiquement efficaces.

→ **Les inégalités sont nécessaires au bon fonctionnement de l'économie de marché;** Ce sont les hauts revenus qui épargnent et permettent l'investissement donc la modernisation, donc la compétitivité. Leur faire payer + d'impôts pour aider les pauvres, c'est faire baisser l'épargne et leur volonté de gagner plus! Nous avons vu aussi qu'Hayek refusait le salaire minimum. Les inégalités sont justifiées par le talent et le travail et récompensent les + productifs.

→ **Les inégalités de revenus agissent comme un aiguillon** poussant les individus à améliorer leur situation (ex à faire de + longues études, à choisir la bonne orientation professionnelle, à se payer une formation pour acquérir un meilleur salaire...). Les inégalités stimulent les énergies et la créativité.

Elles sont une incitation à la performance individuelle et donc à l'efficacité collective.

- **Mais des inégalités fortes peuvent aussi être un frein au progrès économique et social.**

- Constat: la croissance des 30 glorieuses a coïncidé avec une réduction des inégalités. Donc leur réduction ne compromet pas l'efficacité économique!
- La faiblesse des revenus de ceux qui sont marginalisés ou exclus freinent la consommation générale car ce sont eux qui ont la plus forte propension à consommer.
- Ne pas lutter contre
 - les inégalités scolaires risquent de compromettre le niveau général des actifs d'un pays et donc sa compétitivité.
 - Les inégalités au niveau de la santé peuvent amoindrir la productivité et/ou générer une épargne de sécurité qui va compromettre la croissance de la consommation nécessaire à la croissance économique.
 - De trop fortes inégalités de salaires provoquent de la frustration, de la démotivation, des tensions sociales. Elles sont alors contre-productives.
- Le lien social peut être fragilisé et les tensions s'intensifient (grèves, émeutes, incivilités, délinquance..)

Ces risques expliquent pourquoi de nombreux états, surtout européens ont cherché à réduire les inégalités.

LA LUTTE CONTRE LES INEGALITES

- **il existe des différences idéologiques sur les inégalités et la pauvreté entre européens et américains.**

- Les américains considèrent que la compétition sociale est équitable donc que les pauvres, le sont par leur faute. Ils sont moins méritants, plus paresseux et donc ne méritent pas d'être aidés car cela fausserait la répartition des ressources.
- Pour les européens la pauvreté est déterminée par les conditions de départ qui ne sont pas les mêmes pour tous. Il y a donc une injustice qu'il faut réparer grâce à l'intervention de l'Etat.

- **Le rôle de l'Etat providence en Europe**

- Le rôle correcteur de l'impôt progressif: Le revenu des contribuables est réparti en tranches; Plus la tranche est élevée (donc le revenu important) + le taux d'imposition est fort. Mais récemment, en France, le « bouclier fiscal » a diminué le rôle correcteur de l'impôt:

Selon l'Insee, « les personnes les plus aisées ont été les principales bénéficiaires de la création en 2005 du barème simplifié de l'impôt sur le revenu qui a réduit le nombre des tranches d'imposition, .Le gain de niveau de vie a été particulièrement fort pour les foyers fiscaux dont le revenu annuel se situe aux alentours de 57 500 euros. Au total, relève l'étude, "l'impôt sur le revenu a contribué globalement pour 26 % à la réduction des inégalités." Soit 2 points de moins qu'avant la mise en œuvre de cette réforme ».

→ Le rôle des allocations distribuées en fonction des revenus:

Selon l'INSEE: « Les prestations sociales permettent néanmoins de corriger le tir. Le niveau de vie des 20 % de familles les moins aisées (celles dont le revenu est inférieur à 7 080 euros par adulte par an) est amélioré à hauteur de 47 % par l'importance des allocations (familiales, de garde d'enfant, d'autonomie pour les personnes âgées et les handicapés, aide au logement, minima sociaux) dans leur revenu. Elles font passer en moyenne leur revenu à 10 380 euros par adulte.

A l'autre bout de l'échelle sociale, le système de prestations versées sous conditions de ressources, réduit d'environ 19 % le niveau de vie de la frange des 20 % de ménages les plus aisés (ceux dont le montant de revenus dépasse 48 540 euros par adulte.) L'équilibre entre les prélèvements fiscaux et les prestations serait, en revanche, quasiment sans effet pour les classes moyennes ».

→ Le rôle des services publics:

Selon le même article : « Alors que le gouvernement érige en priorité la réduction des dépenses de l'Etat, l'Insee souligne avec insistance que l'accès aux services publics, essentiellement d'éducation, de santé et de logement social, contribue deux fois plus à la réduction des inégalités entre

les ménages que les transferts monétaires. "Au final, les montants distribués par les administrations publiques sont en moyenne de 5 640 euros par adulte", précise l'étude. Une somme qui monte à 6810 euros pour les familles les plus modestes »

→ Le rôle de la discrimination positive: rétablir l'égalité des chances.

- Ex: l'affirmative action au USA en faveur des noirs a permis la formation d'une bourgeoisie afro-américaine et l'accession aux postes de responsabilité: Colin Powell, Condolizza Rice, Michelle et Barack Obama....
- En France: le ZEP: Zone d'Education prioritaire; les places réservées à Sciences Po pour les meilleurs élèves des banlieues défavorisées...

En conclusion on peut souligner que la tension entre l'idéal égalitaire et l'existence d'inégalités est inhérente aux démocraties. Celles-ci ont sans cesse à réfléchir et à débattre sur les moyens de réduire cette tension. Mais la solution ne peut être définitive et le consensus est toujours à reconstruire car les inégalités comme les valeurs qui sous-tendent l'idéal égalitaire se transforment au cours du temps, composant ainsi le changement social.